CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de la séance du vendredi 1^{er} avril 2016 à 20h

Date de convocation : 24 mars 2016

Date d'affichage : 8 avril 2016

L'an deux mil seize, le premier avril à vingt heures, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Robert LUQUET, Maire.

Présents : MM. Robert LUQUET, Jacques PEREIRA, Jean André GUILLERMIN, Dominique JOBARD, Michel ROCHETTE, Florian BOUCHARD, Bernard FAVRE et Mmes Suzanne CHANUT, Ghislaine SALBREUX, Ingrid GAY, Corinne MERLIN, Florence CHEVASSON, Corinne GIRRES, Maud CANAC-MONTERISI, Françoise MATHIEU-HUMBERT.

Secrétaire de séance : M. Jean André GUILLERMIN.

Monsieur le Maire tient à apporter son soutien et montrer sa solidarité suite aux évènements qui se sont déroulés en Belgique ces derniers jours. Il sollicite un temps de recueillement en hommage aux victimes de ces attentats. Une minute de silence est observée par le Conseil municipal.

DELIBERATIONS

2016/0104/24 – Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 février 2016

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'approuver, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 26 février 2016.

2016/0104/25 – Désignation du secrétaire de séance

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de ne pas avoir recours au vote à bulletin secret et de désigner Monsieur Jean André GUILLERMIN comme secrétaire de séance.

2016/0104/26 – Droit de préemption urbain : Parcelle cadastrée section AC n° 33

Le Maire expose au Conseil municipal que des administrés ont l'intention d'acquérir la parcelle située au 74 rue de la Carijacques, cadastrée section AC 33, d'une superficie totale de 535 m².

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas exercer son droit de préemption urbain sur cette parcelle.

2016/0104/27 – Approbation du compte administratif 2015

Monsieur Jean André GUILLERMIN, Adjoint en charge des Finances, présente au vote du Conseil municipal le compte administratif 2015 établi par le Maire, qui se traduit par le résultat suivant :

➤ **en section de fonctionnement :**

- en dépenses : 985 639.90 €

- en recettes : 1 247 968.79 €

soit un excédent de 262 328.89 €

➤ **en section d'investissement :**

- en dépenses : 313 372.77 €

- en recettes : 456 996.40 €

soit un excédent de 143 623.63 €

Il reprend les articles dont les montants sont les plus importants en dépenses et constate qu'il n'y a pas d'écart significatif par rapport aux années précédentes. Puis, il met en exergue le chiffre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en recette qui subit une baisse significative. En effet, la commune a reçu 179 738 € en 2013, 168 809 € en 2014 et 144 68 € l'année dernière. A savoir que le montant de DGF pour l'année 2016 n'a toujours été communiqué par les services de l'Etat, à ce jour. Nous avons dès

lors estimé une baisse identique à celle subit en 2015.

Jean André GUILLERMIN mentionne ensuite le montant des taxes foncières et d'habitation qui s'élève à 587 874 € en 2015. Cette ligne budgétaire a augmenté du fait de la hausse des bases d'imposition, qui suit généralement l'inflation, et du nombre des redevables.

Après discussion, le Conseil municipal, sous la présidence de Monsieur GUILLERMIN, après en avoir délibéré, à la majorité absolue des présents avec une abstention, approuve le compte administratif 2015.

2016/0104/28 – Approbation du compte de gestion 2015

Le Maire présente au Conseil municipal le compte de gestion dressé par Madame Christine TANGUY, Trésorière de La Roche Vineuse.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2015 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le compte de gestion accompagné des comptes de tiers, des états de l'actif et du passif, les états des restes à réaliser et à recouvrer, après avoir approuvé le compte administratif 2015, le Conseil municipal, à la majorité absolue des présents avec une abstention, déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2015 par Madame Christine TANGUY, Trésorière de La Roche Vineuse, n'appelle ni observations ni réserves de sa part.

2016/0104/29 – Affectation du résultat 2015

Les résultats à la fin de l'exercice 2015 sont les suivants :

	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Résultat annuel 2015	262 328.89 €	143 623.63 €	405 952.52 €
Résultat Exercice 2014	185 410.53 €	-204 207.29	-18 796.76 €
Résultat fin 2015	447 739.42 €	-60 583.66 €	387 155.76 €
Restes à réaliser		-23 868.00 €	
AFFECTATION	363 287.76 €	84 451.66 €	

Le Maire indique au Conseil municipal que l'exercice 2015 compte tenu des exercices précédents, se solde par :

- un excédent de clôture en fonctionnement de 447 739,42 €
- un déficit de clôture en investissement de 60 583,66 €.

Compte tenu du déficit de clôture en investissement, et des restes à réaliser (-23 868,00 €), l'excédent de clôture en fonctionnement se solde par un excédent global de fonctionnement de 363 287,76 €.

L'assemblée délibérante décide à la majorité absolue des présents avec une abstention de reporter ce résultat au compte 002 en report à nouveau en fonctionnement.

2016/0104/30 – Fixation des taux d'imposition des taxes communales 2016

Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil municipal des bases d'imposition prévisionnelles pour l'année 2016, pour un produit fiscal de **594 150 €** et propose de maintenir les taux suivants :

- taxe d'habitation : 9,98 % ;
- taxe sur le foncier bâti : 17,72 % ;
- taxe sur le foncier non bâti : 37,77 %.

Toutefois, il est précisé que le chiffre inscrit au budget 2016 sera inférieur à 594 150 € puisque la Direction Départementale des Finances Publiques nous a transmis l'état de notification des bases prévisionnelles de fiscalité directe locale s'élevant donc à 594 150 €. Or, des dégrèvements de la taxe d'habitation ont été votés dans la loi de finances et ne sont pas pris en compte dans la notification des bases prévisionnelles. Une surestimation de moins de 2% du produit de TH est, par conséquent, à retirer du montant total. C'est pourquoi, il est prévu d'inscrire 589 550 € au budget primitif 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des présents, approuve la proposition du Maire de maintenir les taux antérieurs.

2016/0104/31 – Vote du budget primitif 2016

Jean André GUILLERMIN présente au Conseil municipal une proposition de budget pour l'année 2016 qui s'équilibre comme suit :

- en section de fonctionnement : en dépenses et en recettes à **1 550 985 €**
- en section d'investissement : en dépenses et en recettes à **686 072 €**

Il explique que les réalisations budgétaires des années précédentes ont servi de base pour établir le budget 2016. Il en détaille quelques articles :

- en dépenses de fonctionnement, 75 000 € sont prévus pour les dépenses d'énergie et d'électricité, 66 000 € pour les contrats de prestations de services (où sont payées notamment les dépenses relatives aux ALSH et aux TAP), 28 000 € pour l'entretien des bâtiments (répartis sur 2 articles comptables), 20 000 € pour l'entretien de la voirie et 18 300 € pour les charges d'assurance. Le chapitre 011 intitulé « charges à caractère générale » s'élève au total à 377 200 € ;

- toujours en dépenses de fonctionnement, 262 000 € ont été affectés pour le paiement du personnel titulaire et 20 700 € pour le personnel non titulaire. Le chapitre 012 réservé aux charges de personnel se chiffre de manière globale à 480 211 € en intégrant les cotisations sociales ;

- en recettes de fonctionnement, un montant de 589 550 est prévu en taxes foncières et d'habitation, 285 000 € pour l'attribution de compensation versée par la CAMVAL, 120 000 € de DGF et 68 000 € de revenus des immeubles.

Jean André GUILLERMIN passe ensuite à l'investissement pour lequel il détaille les principaux axes en dépenses :

- pour la ZAC « En Darèze » : ont été inscrits 11 621 € (frais d'études) et 42 900 € (Participation financière communale sur 7 ans) ;

- pour la mise en accessibilité et l'extension de l'Ecole : 6 600 € (frais d'études) et 200 000 € (provisions pour les futurs travaux) ;

- pour l'Ecole de musique : 30 000 € sont budgétisés (pour la ventilation et le chauffage du bâtiment et la réfection des escaliers) ;

- pour les travaux de voirie : 80 000 € (cette somme comprend une partie réservée en cas d'éboulement d'un mur de soutènement) ;

- pour l'acquisition d'un panneau électronique d'information : 13 000 € ;

- pour la révision du PLU : 13 500 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, approuve à la majorité absolue avec deux abstentions la proposition du Maire et adopte le budget 2016.

2016/0104/32 – Attribution des subventions aux associations - Année 2016

Sur proposition de la commission « Culture et Animation », le Conseil municipal procède à la répartition des subventions aux associations, selon le tableau annexé.

Cette répartition tient compte du bilan fourni par chaque association, de ses besoins et de l'aide apportée par la commune sous des formes diverses (mise à disposition de locaux, de terrains, prise en charge de l'éclairage, du chauffage).

Ghislaine SALBREUX précise les particularités de cette année. La commission a reçu 4 dossiers de non demande de subvention. Elle attire ensuite l'attention sur les propositions d'attribution de deux subventions exceptionnelles dans les cas ci-après :

- pour le sou des écoles : cette association recevrait la subvention habituelle de 1 500 € et une subvention exceptionnelle de 1 240 € correspondants aux frais d'entrée pour une visite à Touroparc dont le montant total s'élève à 2 060 € ;

- pour le Football club : cette association recevrait la subvention habituelle de 1 200 € et une subvention exceptionnelle de 500 € en vue de célébrer les 40 ans du football club (comme ce fût le cas pour les 30 ans de la bibliothèque).

Après débat, le Conseil municipal approuve à l'unanimité la répartition et le montant total des subventions fixé à 30 941.25 € qui sera imputé sur les crédits inscrits au compte 6574 du budget 2016 s'élevant à 32 000 €.

AIDES AUX ASSOCIATIONS 2016	
ASSOCIATIONS	SUBVENTIONS VOTEES (en €)
COMITE DE JUMELAGE	1 500.00
COMITE DES FETES	500.00
RESTAURANT SCOLAIRE	2 500.00
SOU DES ECOLES	2 740.00
DOJO SORLINOIS	2 000.00
FOOTBALL CLUB	1 700.00
SOCIETE DE BOULES	150.00
ATELIER LA BOITE A COULEUR	100.00
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	170.00
ASLJ : Section TENNIS-BADMINTON	200.00
CLUB SORLINOIS	200.00
BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	1 500.00
AMICALE DON SANG VAL LAMARTINIEN	200.00
EAU VIVE ANIMATION	200.00
APVL - PROTECTION VAL LAMARTINIEN	55.00
LES CARRIERES DE LA LIE	3 800.00
AIDCA	11 500.00
CONSCRITS	215.00
SOCIETE DE CHASSE	300.00
PEP ASSOC. DEPART PUPILLES E.P	120.00
S.P.A. de MACON	991.25
PREVENTION ROUTIERE	50.00
SIAD	50.00
COMITE DES LYCEENS RESTO DU COEUR	100.00
ASSOCIATION SOLIDARITE ETUDIANTS-ELEVES	100.00
TOTAL (Associations Subventions 2016)	30 941.25

2016/0104/33 – Avancement de grade 2016 :

Filière technique : suppression de deux postes d'adjoint technique territorial de 2^{ème} classe et création de deux postes d'adjoint technique territorial de 1^{ère} classe

Madame Suzanne CHANUT, Première Adjointe en charge du Personnel, rappelle au Conseil municipal que figurent notamment deux postes d'adjoint technique territorial de 2^{ème} classe dans le tableau des effectifs de la commune et que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Sous réserve de l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire du Centre de Gestion de Saône-et-Loire, Suzanne CHANUT soumet les propositions d'avancement de grade pour l'année 2016 des agents dans la filière technique.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- de supprimer un poste d'Adjoint technique territorial de 2^{ème} classe à 35h à compter du 1^{er} avril 2016 et de créer un poste d'Adjoint technique territorial de 1^{ère} classe à 35h à cette même date ;

- de supprimer un poste d'Adjoint technique territorial de 2^{ème} classe à 22.42/35^{ème} à compter du 1^{er} octobre 2016 et de créer un poste d'Adjoint technique territorial de 1^{ère} classe à 22.42/35^{ème} à cette même date ;

- de charger le Maire de modifier le tableau des effectifs, d'effectuer la déclaration de vacance de poste au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Saône-et-Loire et de prendre les arrêtés nécessaires aux nominations correspondantes.

2016/0104/34 – Modification de la durée hebdomadaire de travail de Guislaine SANTE

Compte-tenu de la démission d'un agent chargé de la réception et de l'animation des enfants dans le cadre des ALSH, il convient de satisfaire à son remplacement. Par conséquent, Suzanne CHANUT propose au Conseil municipal l'ajustement de l'horaire de travail d'un agent travaillant dans la collectivité et désireuse d'augmenter son temps de travail, afin de pourvoir au remplacement de l'agent démissionnaire.

Elle présente les modifications à intervenir et propose à l'assemblée de fixer la quotité hebdomadaire ainsi que les modalités de travail de l'adjoint technique territorial de 1^{ère} classe à temps non complet concerné à hauteur de 31.83/35^{ème}, à compter du 1^{er} avril 2016.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver cette proposition effective au 1^{er} avril 2016 ;
- d'adopter la modification du tableau des emplois ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'arrêté ainsi que tout acte afférent à la présente délibération.

2016/0104/35 – Redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité- année 2016

Le Maire rappelle au Conseil municipal que le montant de la redevance pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique est précisé par le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002.

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'autoriser le Maire à encaisser la redevance d'ERDF de 197 €.

POINT INSCRIT A L'ORDRE DU JOUR SANS DELIBERATION

Dérogation scolaire : Monsieur le Maire donne lecture de la demande de dérogation scolaire d'un parent résidant à Chevagny-les-Chevrières et qui souhaiterait scolariser son enfant à l'école maternelle de La Roche Vineuse, pour des raisons professionnelles. Le Conseil municipal décide à l'unanimité de délivrer un avis favorable à la maman pour que son enfant soit scolarisé à La Roche Vineuse sans application de frais de scolarité à la commune de Chevagny-les-Chevrières, sous réserve de l'accord du Directeur de l'école. Il est précisé qu'une demande de dérogation scolaire doit être sollicitée à chaque changement de cycle. Et concernant la potentielle ouverture de classe, les services de l'Education nationale regardent uniquement le nombre des inscriptions et non la provenance des élèves.

QUESTIONS DIVERSES

Syndicat intercommunal du Hameau de l'Eau Vive : Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal qu'une démarche a été lancée avec l'OPAC et la Préfecture de Saône-et-Loire pour faire reconnaître l'établissement en foyer logement. Il fait un compte rendu rapide du dernier comité syndical à cet égard. Le problème qui se pose est que deux baux emphytéotiques vont arriver à terme en 2018 entre l'OPAC de Saône-et-Loire et le syndicat. Le troisième s'achèvera en 2024. A savoir qu'à l'achèvement de ces baux, les bâtiments reviendront à la commune. Dès lors, il convient de commencer à s'interroger concernant l'avenir de ces derniers. Le Maire demande donc aux conseillers municipaux de réfléchir ce sujet.

Projet de travaux à l'école : Monsieur le Maire informe l'Assemblée que l'étude pour l'extension et la mise en accessibilité de l'école a commencé. Nous avons reçu le relevé topographique réalisé par un géomètre. Les cabinets JOC Ingénierie et MODULART ont également débuté leur diagnostic et vont rencontrer prochainement les utilisateurs du groupe scolaire pour recueillir leurs avis. Les premiers résultats des études devraient nous être communiqués d'ici la fin du mois d'avril.

Monsieur le Maire envisage de demander le fonds de concours de la CAMVAL attribué à chaque commune, à hauteur de 90 € par habitant, pour lesdits travaux à l'école. Plus vite la commune aura le résultat des études, plus vite on fera le dépôt de la demande de subvention.

Projet de fleurissement : Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée des projets de la commission fleurissement qui consistent à supprimer, d'une part, la haie de cyprès située route de Cluny et de la remplacer par des cerisiers du Japon. D'autre part, le second projet est de supprimer la haie qui se trouve dans le rond-point René Cassin et la transformer grâce à de nouvelles plantations. La commission travaille donc sur ces projets.

Par ailleurs, il faudrait contacter l'OPAC pour les arbres qui s'étendent vers l'Eau Vive car ils masquent

la vue depuis les appartements des résidents.

Déplacement du Monument aux Morts : Monsieur le Maire reprend le projet de déplacement du Monument aux morts à côté de la Mairie, et plus précisément derrière la trésorerie. Il a interrogé, pour avis, les personnes présentes à la cérémonie commémorative le 19 mars dernier. Ces dernières ne voient aucune objection à ce déplacement. Monsieur le Maire propose donc au Conseil municipal de lancer le processus. Ces travaux seront réalisés en régie.

Suppression du vannage du parc et aménagement du Fil : Monsieur le Maire a participé ce matin à une réunion avec le commissaire enquêteur chargé de l'organisation de l'enquête publique relative aux travaux de suppression du vannage du parc et d'aménagement du Fil à La Roche Vineuse. Cette enquête publique aura lieu du 18 avril 2016 au 19 mai 2016 durant laquelle toute personne pourra venir consulter le dossier en mairie et apposer ses observations. Les dates des permanences du commissaire enquêteur sont les suivantes : le lundi 18 avril 2016 de 15h à 18h / le samedi 30 avril 2016 de 9h à 12h / le jeudi 19 mai 2016 de 9h à 12h. Des panneaux indiquant l'enquête publique seront apposés sur le lieu même des travaux et l'avis est publié en Mairie.

Le Conseil municipal devra formuler son avis sur le projet. Il sera vraisemblablement prévu à l'ordre du jour de la séance de fin avril.

Vente du terrain communal à côté de la déchèterie : Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le terrain communal à côté de la déchèterie sera vendu pour partie à la SARL Franck DUPONT et à la CAMVAL pour l'extension de la déchèterie. Michel ROCHETTE conseille d'étudier, préalablement à la vente, les ouvrages qui se situent au-dessous ou en limite de propriété du terrain, comme une gaine technique et les canalisations d'eau. Le Notaire aura la charge de vérifier et mentionner les droits et obligations des propriétaires du terrain.

Départ de Catherine SEGUIN : Monsieur le Maire informe le Conseil municipal du départ de Madame Catherine SEGUIN, Secrétaire générale de la Préfecture, pour Bayonne en qualité de sous-préfète.

SIVU Incendie : Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal la décision du SDIS de Saône-et-Loire de non-intégration du C.P.I. du Val Lamartinien au SDIS. Suite à cette décision, le Conseil municipal a entrepris la rédaction d'une lettre distribuée à l'ensemble des habitants pour les informer. Des flyers ont également été distribués par les conseillers municipaux, à l'initiative d'un collectif d'habitants, qui a ouvert une pétition. Monsieur le Maire remercie les conseillers municipaux qui se sont investis dans la distribution et regrette fortement que certaine personne n'ait pas participé volontairement à cette action.

Dans son courrier, le Président du SDIS mentionne toutefois que la décision de non intégration ne remet pas en cause le maintien de notre CPI dans notre secteur. Il relève également que le maintien de cette réponse de proximité relève de la seule responsabilité des autorités communales rassemblées par le SIVU et de la volonté et de l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires. Le SDIS participerait uniquement à l'habillement et moyens de sécurité de nos pompiers.

Suite à ce revirement de situation du SDIS, les pompiers de notre CPI ont fait part de leur intention de démissionner du CPI au 31 mars 2016 mais maintiennent leur volonté d'engagement départemental. A ce jour, aucune de lettres de démission n'a été reçue.

La démarche du Maire est de demander une rencontre entre toutes les parties concernées, à savoir le SDIS, les services de l'Etat, le SIVU, les pompiers volontaires et professionnels, dans l'objectif de trouver une solution qui pérennise l'utilisation des compétences existantes. Le Maire a envoyé un courrier sollicitant cette rencontre mais, pour l'instant, le SDIS reste sur sa position. En effet, il aimerait qu'il y ait une table ronde car le SDIS n'est pas contre le maintien du CPI. Le blocage est que les pompiers sont résignés à démissionner du fait de la non-intégration au SDIS. Il faudrait que tout le monde se rencontre pour trouver un consensus.

Monsieur le Maire a également interrogé le Président du SDIS sur les conséquences qui résulteraient de la fermeture du CPI. Entre autre, à signaler l'absence de nos sapeurs-pompiers lors des cérémonies commémoratives ainsi que pour la fête nationale du 14 juillet, puisque la présence de ceux-ci est indispensable pour la tenue de ces événements, notamment pour le tir du feu d'artifice. Quelles solutions peut-on trouver si la situation perdure ou en cas de démission de l'ensemble de nos pompiers ? Est-il possible d'avoir recours à d'autres pompiers pour couvrir ces événements, et dans quelles conditions ?

D'autre part, un autre problème se pose concernant le contrôle des bornes incendie jusqu'alors réalisé gracieusement par les volontaires du C.P.I. du Val Lamartinien. Sur ce point également, à qui incombera désormais la charge de ces contrôles ?

Après discussion, Monsieur le Maire termine en informant l'Assemblée que le collectif d'habitants sera demain à la manifestation du Marathon des entreprises pour faire signer la pétition. Les pompiers vont mettre une banderole devant laquelle les maires des quatre communes ou leur représentant seront pris en photo par notre correspondant local, avec l'écharpe tricolore, en soutien aux sapeurs-pompiers du Val Lamartinien.

TOUR DE TABLE

Commissions Culture et Communication : Ghislaine SALBREUX rappelle le café littéraire organisé le jeudi 7 avril prochain à 18h30 à la bibliothèque.

Elle informe l'Assemblée de la nouvelle exposition présentée par 17 peintres de l'association Colbalt qui démarre ce dimanche et ce jusqu'au 24 avril 2016. L'exposition sera ouverte au public les dimanches après-midis de 14h à 18h30.

Enfin, Ghislaine SALBREUX rappelle que le retour des articles pour le prochain bulletin municipal sont attendus. A cet égard, Corinne MERLIN prévient qu'elle fera parvenir un article sur l'interdiction des dépôts sauvages et du passage des véhicules motorisés dans les vignes. Elle demande un contrôle du garde-champêtre sur des véhicules suspects sur la Croix de Montceau.

Aménagement des Landes de Nancelle : Corinne MERLIN, accompagnée par Marie-Claude THEUREL, membre extérieur de la commission Forêt, ont assisté à une réunion au Conseil départemental le 3 mars dernier sur le projet d'aménagement des Landes de Nancelle dans le cadre de la politique « Espaces Naturels Sensibles ». Elle explique les intentions du département : faire du site un lieu pédagogique, garder sa diversité, mettre en valeur la biodiversité, prévoir un sentier de balade. L'inquiétude de la commune sur le chemin d'accès qui dessert notamment les lots d'affouages sera revue en concertation entre le Conseil département et la commune.

Curage du bac de Nancelle : Corinne MERLIN demande si la commune a avancé sur les travaux de curage du bac de Nancelle. Monsieur le Maire répond que l'étude est en cours avec le syndicat de cylindrage.

Elle profite également de ce sujet pour signaler le besoin du curage du fossé du chemin de la Rochette.

Quant à Bernard FAVRE, il demande qui doit entretenir la route de Verzé ? Jacques PEREIRA répond que cela incombe au département.

PLU : Corinne MERLIN demande où en sont les études pour les modifications et révisions du PLU ? Les procédures ont été prescrites lors du précédent conseil municipal. Il convient désormais de faire un arrêté-projet qui sera soumis au vote du Conseil municipal, puis à enquête publique. Le travail avec le cabinet BERTHET se poursuit dans ce sens.

CAMVAL : Dominique JOBARD fait part au Conseil municipal que, lors du débat d'orientation budgétaire de la CAMVAL, le rapport présenté prévoyait une hausse des tarifs de tous les services de la CAMVAL (centre aquatique, conservatoire, etc.) de 2 %. Le groupe de l'opposition, dont fait partie Dominique JOBARD, a exprimé que cette augmentation était trop importante. Cette opposition a porté ses fruits puisque le budget reçu récemment prévoit une hausse limitée à 1 %.

Syndicat des Eaux : Dominique JOBARD informe l'Assemblée que le syndicat des Eaux est à jour de ses travaux. Les prochains travaux sur la commune seront réalisés du chemin des Ecoliers jusqu'au chemin de la Grange du Dîme.

Par ailleurs, les purges du manganèse ont eu lieu à Prissé. Cette opération s'est bien passée. Elle se déroulera sur La Roche Vineuse à l'automne, uniquement sur les secteurs les plus touchés. Dominique JOBARD rappelle le procédé. Une campagne d'information se fera par voie de presse. De plus, la Lyonnaise des eaux, qui détient une base de données avec tous les numéros de téléphone, laissera un message à la population, à deux reprises. Les professionnels seront également prévenus par un appel téléphonique.

Syndicat d'assainissement : Dominique JOBARD informe l'Assemblée que la mise en place du schéma

d'assainissement se poursuit. La phase 2 va donc commencer. Elle consiste notamment à équiper les regards permettant des mesures de débit lorsqu'il pleut. Dominique JOBARD prévient qu'ils feront des mesures la nuit.

D'autre part, Dominique JOBARD annonce la décision du comité syndical de procéder à une baisse substantielle des tarifs d'assainissement. La part fixe passe de 84 € à 78 € par an et la part au mètre cube de 1,10 € à 1 € par mètre cube.

Depuis 10 ans, à chaque fois que le syndicat change les tarifs, il le fait à la baisse. La diminution des tarifs cumulée s'élève à 25 %.

Personnel : suite au recensement des besoins de formation opéré lors des entretiens annuels, il est ressorti de ces échanges une demande de formation liée au rôle éducatif des agents auprès des enfants. Par conséquent, nous avons établi avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) une formation ayant pour thème « la parole bienveillante avec les enfants », dans la continuité de celle organisée l'année dernière. Cette formation se déroulera les 18 et 19 avril 2016 à la salle Sur le Fil à La Roche Vineuse.

Suzanne CHANUT, accompagnée de Monsieur le Maire et de Dominique JOBARD, ont assisté à une réunion d'information organisée par le Centre de gestion ayant pour thème le RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel). Ce nouveau mode de régime indemnitaire est mis en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2016 et se substituera aux régimes indemnitaires actuels pour toutes les filières territoriales au 1^{er} janvier 2017. Il conviendra dès lors de travailler sur ce nouveau dispositif.

Action sociale : Suzanne CHANUT a participé à une réunion de présentation du projet territorial d'action sociale Mâcon-Cluny-Tournus mené par le Département. Un diagnostic du territoire a été réalisé dans un premier temps et il s'agissait désormais de présenter les actions. Elle présente un nouveau concept : la création d'une accorderie, qui est un échange de temps de travail « 1 heure donnée, 1 heure reçue ». La communauté de communes du Clunysois travaille beaucoup dans le domaine social. Suzanne CHANUT laisse le livret à consulter en Mairie.

Pays Sud Bourgogne : Jean André GUILLERMIN a représenté le Maire au Comité des maires du Pays Sud Bourgogne. Il informe l'Assemblée de l'embauche de 3 agents, chargés d'un contrat local de santé (financé par l'ARS), du développement économique et du développement de l'informatique et d'internet. Jean André GUILLERMIN indique la mise en place d'une plateforme locale de rénovation énergétique. Il a demandé qu'une présentation du dispositif relatif à la rénovation thermique de l'habitat soit faite en Conseil municipal ou en réunion publique. Il peut représenter une aide substantielle pour les ménages aux revenus modestes s'engageant dans des travaux visant à réduire la facture énergétique.

SIVOM du bassin versant de la Petite Grosne : Jean André GUILLERMIN et Corinne GIRRES ont participé à la dernière réunion du Comité syndical durant laquelle ont été abordés les travaux de suppression du vannage à La Roche Vineuse. Le syndicat mène également des travaux de restauration de la Denante à Davayé. Ces travaux et notamment la suppression du vannage du parc municipal n'auront pas d'impact budgétaire pour la commune cette année mais en 2017.

TOWERCAST : Michel ROCHETTE a eu un appel de l'entreprise TOWERCAST suite au refus de leur première proposition d'achat de terrain. Elle souhaite savoir si le Conseil municipal veut une nouvelle offre de leur part. TOWERCAST doit reprendre contact avec la Mairie pour la suite du dossier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée par le Maire à 22h35.
Le prochain Conseil municipal se tiendra le vendredi 29 avril 2016 à 20h.